



© Navet Satey - Onema



© Pierre Steinbach - Onema



© Miché Bramard - Onema

Une police de l'eau pour mieux protéger les milieux aquatiques

Comment préserver les milieux aquatiques des dégradations liées aux activités humaines ? L'Onema coopère avec les services de l'État et ses établissements publics en apportant son expertise technique et en exerçant des contrôles sur le terrain. Leur objectif : vérifier le respect de la réglementation et constater les éventuelles infractions. Cette activité s'inscrit dans une stratégie de contrôle élaborée dans chaque département au sein de la Mission interservices de l'eau et de la nature (Misen), placée sous l'autorité du préfet.

- Pollutions accidentelles, assèchements de cours d'eau, obstacles à la continuité écologique, destruction de frayères, modification du régime des eaux et des caractéristiques physiques des cours d'eau, remblaiement de zones humides, grand braconnage... Autant d'altérations des milieux aquatiques entraînées par les activités humaines liées à l'industrie, l'agriculture, l'urbanisation, la production d'énergie ou encore les activités de loisirs. Réduire l'impact des aménagements sur les cours d'eau lorsqu'ils ne peuvent être évités afin de préserver les milieux aquatiques suppose des changements de comportements que l'Onema accompagne. Outre les actions d'information, de sensibilisation et d'incitation qui demeurent



© Guillaume Czerny - Onema

indispensables, l'activité de contrôle est un des volets de la politique publique de l'eau pour parvenir au bon état des masses d'eau requis par la directive cadre européenne sur l'eau. En participant au contrôle des usages de la ressource, l'Onema joue un rôle déterminant dans l'atteinte de cet objectif.

Conseils et expertises, pour prévenir ou limiter les dégradations

- Les agents de l'Onema contribuent à la prévention des altérations des milieux aquatiques liées à des projets de construction d'ouvrages, de réalisation de travaux ou de développement d'une activité sur un cours d'eau, en sensibilisant les acteurs aux impacts potentiels de leurs interventions. Beaucoup de ces projets ou activités sont réglementés : une déclaration ou demande d'autorisation est à formuler auprès du préfet et le maître d'ouvrage doit fournir, avant la réalisation du projet, des éléments détaillés sur l'état du milieu aquatique et les incidences potentielles du projet sur le milieu. Les services de l'État qui instruisent ces dossiers sollicitent l'Onema pour définir les mesures à préconiser pour éviter, réduire ou compenser les impacts du projet sur le milieu. Les agents de l'Onema fournissent alors un avis technique en s'appuyant sur leur connaissance

ONEMA, 1^{er} OPÉRATEUR
DES CONTRÔLES DE TERRAIN
EN POLICE DE L'EAU

600 PERSONNELS TECHNIQUES,
PRÉSENTS DANS LES SERVICES
DÉPARTEMENTAUX DE L'ONEMA,
RÉALISENT DES CONTRÔLES
SUR LE TERRAIN

7 250 AVIS TECHNIQUES
DONNÉS POUR L'INSTRUCTION
DE DOSSIERS DE POLICE DE L'EAU
(ACTION PRÉVENTIVE)

25 500 CONTRÔLES
RÉALISÉS, DONT
66 % CONFORMES

3 320 DOCUMENTS
DE POLICE (PROCÈS-
VERBAUX D'INFRACTION,
TIMBRES-AMENDES)

Données 2014



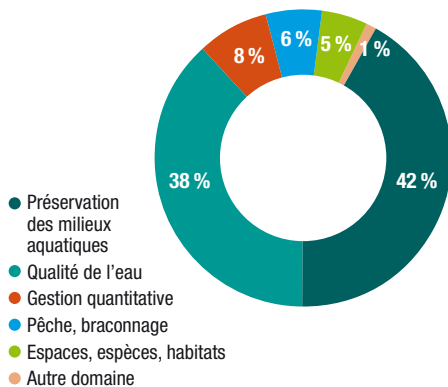
Une police de l'eau pour mieux protéger les milieux aquatiques

des milieux aquatiques. L'Onema collabore également avec les services de police de l'eau (DDT(M)) pour l'identification et la cartographie des cours d'eau, des frayères, des zones humides, autant d'espaces cruciaux pour la qualité écologique.

Les contrôles : une stratégie commune entre les services de l'État et l'Onema

Près de 600 agents de l'Onema, répartis dans chaque département, exercent des contrôles pour veiller au respect de la réglementation des usages de l'eau et des milieux aquatiques et constater, dans le cadre de la police judiciaire, les infractions éventuelles. Ces contrôles sont effectués dans le cadre du plan de contrôle départemental élaboré au sein de la Mission interservices de l'eau et de la nature (Misen)¹. Ce plan oriente l'essentiel des contrôles vers les territoires ou activités à enjeux forts (voir encadré). Il identifie les actions de contrôle qui concourent le plus efficacement possible aux objectifs de protection des milieux aquatiques, des habitats et des espèces. L'Onema est étroitement associé à l'élaboration de ce plan pour le contrôle des eaux superficielles, cours d'eau et zones humides.

Activités de contrôle en 2014 dans le domaine de l'eau et de la préservation des milieux aquatiques (% du nombre de contrôles).



¹ Les Misen regroupent les services de l'État intéressés par la politique de l'eau et de la nature, notamment les directions départementales des territoires (DDT ou DDTM), les directions régionales de l'environnement (DREAL), les directions départementales de la protection des populations (DDPP), l'ONCFS et les agences régionales de santé (ARS).

Des opérations de contrôle menées en partenariat

Lorsque les enjeux sont complexes et que les opérations de contrôle envisagées mobilisent des compétences multiples – contrôle d'une usine hydroélectrique, d'une pisciculture, lutte contre le braconnage organisé – l'Onema coopère avec d'autres services tels que le service de police de l'eau, l'inspection des installations classées, la gendarmerie nationale, l'Office national de la chasse et de la faune sauvage et le service des affaires maritimes. Des équipes mixtes peuvent être ainsi formées.

Un suivi des actions par les procureurs de la République

L'Onema et les services de l'État associent les procureurs de la République au suivi de ces opérations de contrôle dans un triple objectif : 1/ sensibiliser aux enjeux des contrôles dans le domaine de l'eau et des milieux aquatiques ; 2/ organiser le suivi régulier des procédures transmises au parquet ; 3/ proposer des sanctions effectives, proportionnées et dissuasives, en fonction de la nature et de la gravité des infractions commises.

Un appui à la gestion de crise

En cas de gestion de crise concernant l'eau et les milieux aquatiques dans un département, les spécialistes de l'Onema peuvent être sollicités : lors d'épisodes de sécheresse, pour renforcer le suivi du dispositif d'observation des étiages à la demande de la Misen ; après des crues importantes, pour faciliter l'analyse des dégâts sur les milieux aquatiques et conseiller les acteurs locaux en matière de restauration et de réduction des impacts.



LES ENJEUX FORTS DU CONTRÔLE DES USAGES

- la préservation de la morphologie et du régime hydraulique des cours d'eau et des frayères ;
- la protection de la qualité de l'eau et des milieux aquatiques (réchauffement, pollutions, espèces non adaptées) ;
- la lutte contre le braconnage organisé pour préserver les espèces patrimoniales (anguilles-civelle, saumon...) ;
- la circulation des poissons migrateurs à la montée et à la descente des cours d'eau classés ;
- le maintien d'un débit minimal à l'aval des ouvrages ;
- le respect des zones non traitées par les pesticides en bordure de cours d'eau ;
- la préservation des zones humides (biodiversité et ressource en eau).



pascal.lagrange@onema.fr

Pour en savoir plus : www.onema.fr

Contact